Enquête Libé

<https://www.liberation.fr/politique/elections/adherents-morts-fictifs-ou-fantoches-pecresse-victorieuse-dune-election-bidon-20220223_AHAJBNMGR5BTFLQSLOIVSBCNGM/>

Adhérents morts, fictifs ou fantoches: Pécresse victorieuse d’une élection bidon

«Libération» a enquêté sur le document le plus sensible et le plus protégé du parti Les Républicains: le fichier des encartés. Notre enquête démontre que la primaire a été entachée de manœuvres frauduleuses visant à gonfler le corps électoral. Adhérents fictifs, décédés ou ayant suivi des consignes, et même un chien: des pratiques qui remettent en question la sincérité du scrutin.

Plus qu’une primaire, ce devait être une renaissance. En désignant [Valérie Pécresse comme leur candidate à la présidentielle](https://www.liberation.fr/politique/elections/pecresse-victorieuse-mais-face-a-un-nouveau-defi-rassembler-et-ratisser-plus-large-20211204_OYVZ5WNHFVAXDIFIJLUL63MGBU/), le 4 décembre, les membres du parti Les Républicains pensaient conjurer de pénibles souvenirs. Oublié, le précédent exercice, en 2016, et les haines recuites de ses candidats : rangés derrière Valérie Pécresse, ses anciens rivaux jouent les soutiens modèles. Ils n’ont contesté ni l’organisation ni les résultats du vote. Quant à la candidate, [si sa campagne traverse de sérieuses difficultés](https://www.liberation.fr/politique/elections/presidentielle-en-vendee-valerie-pecresse-garde-le-cap-malgre-les-turbulences-de-sa-campagne-20220218_ULRNMJTZBVGAVDV6I42KITAVP4/), elle est encore loin des tourments endurés par son prédécesseur, François Fillon.

La méthode a changé, elle aussi. Ouverte à l’ensemble des électeurs, la primaire de 2016 se prêtait aux manœuvres de sympathisants «de gauche» et lésait l’expression du «vrai» peuple de droite : c’est en tout cas l’avis de beaucoup de membres de LR, et d’abord du président du parti, Christian Jacob. Cette fois, le vote n’était ouvert qu’aux adhérents. Ils se sont donc multipliés. Alors qu’il comptait moins de 80 000 membres fin septembre, le parti en revendiquait 148 862 le 17 novembre. Ce jour-là, LR se félicite par communiqué de *«l’intérêt des Français pour ce congrès et les idées portées par Les Républicains».* La droite *«est de retour»*, claironne aussi Pécresse, le 11 décembre.

Tandis que le parti se félicitait de ses choix, *Libération*a pu consulter l’un des documents les mieux protégés du mouvement : le fichier de ses adhérents. Nous avons également enquêté sur le terrain et recueilli des dizaines de témoignages. A l’issue de ce travail, d’étonnantes découvertes questionnent la sécurité et la sincérité du scrutin. Parmi les adhérents ayant rejoint LR en 2021, certains n’existent pas ou plus. D’autres sont bien en peine d’expliquer pourquoi et comment ils sont entrés au parti. D’autres, enfin, l’ont fait en connaissance de cause mais ne s’intéressent guère aux idées de LR et à sa candidate*.* Ils ont suivi les consignes d’une figure d’autorité ou rendu service à une connaissance, qui a parfois réglé leur adhésion.

Toutes ces pratiques ne sont pas illégales. Certaines semblent relever d’initiatives isolées. D’autres de mécanismes plus organisés suggérant une intention frauduleuse. Leurs effets cumulés représentent au minimum plusieurs centaines de votants. Ils jettent une étrange lumière sur l’élection et les écarts étroits de ses résultats. Deuxième du premier tour, Pécresse a devancé Michel Barnier de 1 209 voix et Xavier Bertrand de moins de 3 000. Entre le lauréat du premier tour, Eric Ciotti, et le quatrième, Bertrand, le nombre de voix ne représente que 2,5 % des inscrits. Un écart qu’il est difficile, à l’issue de notre enquête, d’expliquer par *«l’intérêt des Français»* pour les projets des différents candidats.

**Un chien et au moins trois morts**

Chez LR, Douglas (1) était un militant discret. Contre 30 euros réglés en ligne, en novembre, il a reçu sa carte de membre et le droit de vote à la primaire. Nul ne l’a croisé en meeting, et jamais il n’a commenté la campagne sur les réseaux sociaux. Pour la bonne raison que Douglas est un chien. *Libération* a pu le vérifier auprès de son propriétaire, un adhérent de Provence-Alpes-Côte d’Azur pro-Eric Ciotti, et s’assurer que le nom de l’animal figure dans les fichiers du parti – avec les coordonnées de son maître. C’est d’ailleurs, assure-t-il, *«pour tester, pour voir si c’était faisable»*que ce dernier a renseigné le nom de son animal. *«J’ai fait avec ce que j’avais sous la main»*, assume cet adhérent qui témoigne à condition de rester anonyme.

Douglas a échappé à la vigilance de l’instance de contrôle créée par LR pour superviser le scrutin, présidée par le sénateur Philippe Bas. Sur les 148 862 adhésions recensées au 16 novembre, 157 ont été jugées irrégulières et exclues du corps électoral. En cause, notamment, l’utilisation à plus de quatre reprises de la même carte de paiement, de la même adresse électronique ou du même numéro de téléphone. Selon nos informations, au moins 570 adhérents de plus sont dans le même cas de figure – mais ils ont, selon LR, fourni les justifications suffisantes pour être intégrés au corps électoral. Environ 9 000 adhérents supplémentaires ont été privés de scrutin, faute d’avoir fourni un numéro de portable sur lequel recevoir un mot de passe le jour du vote. *«Beaucoup de vieux militants, qui étaient déjà là du temps du RPR, n’ont pas pu voter parce qu’ils n’ont pas de portable,*se plaint un maire LR. *C’était frustrant et cela a conduit à exclure de nombreuses personnes âgées.»*

Rien, cependant, n’empêchait de créer et d’associer à ses propres coordonnées un adhérent fantôme. Littéralement, puisque nous avons constaté la présence dans le fichier de LR d’au moins trois personnes censées avoir rejoint le parti… après leur décès. Comme Françoise M., une Parisienne réputée adhérente depuis le 29 octobre 2021. Pourtant, cette femme est morte deux ans plus tôt, en novembre 2019, à 95 ans. Ses obsèques ont été célébrées dans une église du VIIe arrondissement, comme l’indique un avis alors publié dans *le Figaro*. *«Ça fait longtemps qu’elle n’est plus avec nous !»*confirme un habitant de son immeuble. Nous avons contacté son fils, qui a adhéré le même jour que sa mère défunte. *«Je ne suis pas au courant, qu’est-ce que vous cherchez ?* répond, moins étonné qu’agacé, ce soutien déclaré de Valérie Pécresse. *Ce n’est pas dans mes habitudes de faire voter les morts, mais c’est peut-être dans les vôtres. Pourquoi ne fouillez-vous pas dans la primaire de Mme Hidalgo ?»*

Outre Françoise M., LR compte parmi ses membres Jacques N., un ancien résistant mort en 2015 dans les Yvelines et pourtant adhérent depuis avril 2021, et Gilbert S., un octogénaire décédé en 2020 dans le Bas-Rhin mais qui aurait renouvelé sa carte en janvier 2021. Sollicité, LR nous indique qu’*«une de ces personnes apparaît décédée dans notre base, et n’a donc pas pu voter» –*une mention dont nous n’avons pas pu constater la présence, et qui n’explique pas l’adhésion de cette personne après son décès. Les autres *«n’ont pas pu voter, parce qu’elles n’avaient pas renseigné de numéro de portable, indispensable pour voter»*. Nous avons pourtant constaté que deux défunts étaient associés à un numéro de portable.

Ont-ils pris part au scrutin ? Impossible de l’établir ou de l’exclure, car LR nous indique avoir détruit le fichier électoral «*après expiration des délais de recours»*, fixés à 24 heures. Selon l’entourage de l’un des candidats, il était aussi impossible de connaître la répartition géographique des résultats. *«A un moment, on voulait juste savoir quels étaient les chiffres localement, mais la direction nous a dit que ce n’était pas possible car le vote était anonymisé.»* Ces dispositions compliquaient tout examen du vote, et une possible contestation du résultat. Du reste, le délai très bref entre les deux tours – quarante-huit heures – laissait peu de place à de telles démarches. C’était d’ailleurs l’un de ses objectifs.

Enrôler de faux adhérents, *«c’était possible jusqu’à trois, en plus de vous»*, admet un cadre de LR. *«Mais honnêtement, c’était marginal*, veut-il croire. *C’est trop difficile : il faut démultiplier les cartes bancaires, les adresses IP*[qui identifient les appareils connectés, ndlr] *parce qu’elles aussi sont limitées, etc. La fraude, enfin l’astuce, n’est pas là : c’est d’aller chercher des gens qui s’en contrefoutent, en les convainquant que ça n’engage à rien.»*

**Des adhérents étrangers et non-francophones**

En Ile-de-France, un certain nombre d’adhérents n’ont pas la nationalité française, et donc pas le droit de vote dans leur pays d’accueil. Une restriction fermement défendue par LR, qui n’empêche pas le parti de solliciter leurs cotisations. Parfois, ils ne parlent pas français ou à peine. Leur profil ne plaide pas pour un engagement spontané et éclairé dans le parti de droite. Ironie : alors que [sa candidate dénonce les «Français de papier»](https://www.liberation.fr/politique/elections/libelysee-episode-3-valerie-pecresse-et-la-tentation-de-lextreme-20220217_YAW2KQUPFBF6PEQRHW422KNA5Q/) – vieux vocable de l’extrême droite – le mouvement est grand ouvert aux adhérents de paille.

C’est l’heure du déjeuner, en ce jour de Saint-Valentin. Dans son restaurant chinois du Val-de-Marne, Suyan Z. a mille choses à faire auprès de ses clients attablés, employés du quartier ou couples de retraités. La quinquagénaire n’a pas la tête à la politique, même si elle se souvient vaguement d’avoir rejoint LR en novembre. *«Oui, c’était il y a longtemps, par notre association de Chinois*, dit-elle*. On nous l’a demandé, alors on l’a fait.»* Pourquoi ? *«Vous savez, c’est comme ça chez nous. Les associations, c’est comme les pères de famille, on les écoute.»* A-t-elle voté dans la primaire du parti ? On croit comprendre que non : *«On a fait tout ce qu’il fallait, et ensuite c’est le monsieur de la société* [sic] *qui a fait ce qu’il fallait».* S’intéresse-t-elle à la campagne de Valérie Pécresse ? *«Oh, vous savez, on ne s’occupe pas de politique ! Juste de l’associatif.»* Suyan Z. peut tout de même nommer d’autres camarades de parti : son mari, son beau-frère et même, présents dans la salle, une hôtesse et un serveur en chemise blanche. Tous ont adhéré le même jour, en fournissant le même numéro de téléphone portable et la même adresse mail.

L’après-midi s’achève, le même jour, à Bobigny (Seine-Saint-Denis). Au onzième étage d’une résidence bien entretenue, on sonne au domicile de Kao T. De longues minutes passent avant qu’un vieil homme n’entrouvre, méfiant, la porte de son appartement, sans ôter la chaîne de sûreté. La conversation tourne vite court : Kao T. fait comprendre qu’il ne parle pas français, ce que nous confirme le gardien de l’immeuble. L’homme figure depuis novembre 2021 dans le fichier de LR. Même tableau à Drancy avec Jinping C., un autre adhérent de novembre que nous joignons par téléphone. Il peine à s’exprimer en français : *«Je ne comprends pas»*, répète-t-il alors que nous mentionnons LR et sa candidate. Wei L., un quinquagénaire de Livry-Gargan doit passer le téléphone à un ami pour se faire traduire nos questions – auxquelles il refuse de répondre. Nouvelle impasse auprès de Jianmin S., un Parisien de 52 ans, qui *«ne parle pas français»*et précise sa nationalité : *«Chinois, pas Français.»*Il a rejoint LR le 12 novembre. Alors qu’ils ne sont pas membres de la même famille, plusieurs de ces hommes sont associés à la même adresse mail.

Quand la conversation est possible, on est à peine plus renseigné sur les ressorts de l’adhésion. *«C’est une dame chinoise qui m’a dit de le faire»*, explique brièvement Mieyan J., de Pantin. Connaît-elle Valérie Pécresse ? *«Oui… je crois»*, dit-elle avant de raccrocher. A Pantin encore, la famille L., dont les parents et les deux enfants ont adhéré le même jour. *«A la demande d’un ami sur un groupe de discussion WeChat»*, la très populaire messagerie chinoise, explique la mère au téléphone. *«C’est un ami de mon mari, moi je ne l’ai jamais vu*, évacue-t-elle. *Il a demandé qui pouvait rendre service, on a rendu service, ce sont des choses qu’on fait.»* Qui a payé ? *«Nous, avec la carte bleue»*, assure-t-elle. Valérie Pécresse ? Cela ne lui dit rien. Jacques W., un jeune homme de Bondy, dit aussi avoir rejoint LR *«pour rendre service à un ami»,*qui aurait aussi fait adhérer *«plusieurs personnes de sa famille»*. Jacques a-t-il payé une cotisation ? *«Ah, non.»* Se souvient-il avoir voté lui-même ? Non plus. Pressé, il raccroche.

Peu avant le premier tour de la primaire, LR a installé une cellule d’assistance aux adhérents. *«On avait une grosse série de personnes aux noms asiatiques qui appelaient, qu’on rappelait*, se souvient l’un de ceux qui ont décroché le téléphone ces jours-là. *A l’un, je dis : quelle est votre date de naissance ? Il ne sait plus. Alors quelle est votre adresse ? Il ne sait plus. Ça commençait à faire beaucoup… Sur le tableau Excel des demandes de nouveaux codes, il y avait une longue série de noms asiatiques».*Contactée, la direction de LR se contente d’indiquer que *«conformément aux règles relatives à l’adhésion en vigueur depuis la création du mouvement, il n’a jamais été exigé d’avoir la nationalité française pour pouvoir adhérer»* et qu’*«il en est de même dans tous les partis».*Le parti assure par ailleurs que tous les adhérents mentionnés plus haut ont été rayés des listes électorales avant le scrutin – mais nous n’avons pas pu le vérifier sur la liste de ces recalés, qu’il n’a pas souhaité nous transmettre.

D’autres membres, dont les coordonnées ne revenaient pas plus de quatre fois, nous assurent avoir pu voter. C’est le cas de Le Lian C., à Pantin. Elle dit avoir réglé sa cotisation, puis participé au scrutin. Si elle ne peut citer le nom d’aucun des candidats, elle se rappelle avoir voté *«pour une dame»*. Même souvenir pour Antoine L., à Bobigny, qui évoque *«la dame, là…».* Quant à Guangrong C., il dit n’avoir *«aucun intérêt»* pour le parti. Il l’a rejoint à la demande *«d’un ami»* pour que personne *«ne perde la face»* : *«Je n’ai pas voté, mais mon ami l’a fait à ma place, je lui ai transmis mes codes par SMS.»*

Même récit chez Kejun W., devenu membre en octobre 2021 : *«J’ai rejoint LR à la demande d’une amie»*, indique-t-il lors d’une conversation téléphonique avec traducteur qu’il écourtera vite. *«J’ai voté les 2 et 4 décembre selon les indications de cette amie. J’ai bien reçu le SMS*[contenant le code nécessaire au vote] *et mon amie aussi. Comme je ne parle pas français, elle m’a indiqué où je devais cliquer.»* Le soir même, nos appels sont commentés, en chinois, sur un groupe WeChat de 500 membres intitulé en français *«Ensemble pour Valérie»*dans des échanges auxquels *Libération* a eu accès. Conseil est donné par une utilisatrice de ne pas répondre à nos questions. *«On a tous fait notre choix personnellement»*, s’indigne un autre.

On rencontre Lian (1) un vendredi, dans un café parisien. Affable et réfléchi, ce trentenaire a demandé l’assistance d’un traducteur pour s’entretenir avec nous. Lian est membre d’une association communautaire de Seine-Saint-Denis. A l’automne, raconte-t-il, *«les dirigeants ont poussé les membres à s’inscrire à LR et à soutenir Valérie Pécresse. Ils sollicitaient des jeunes qui ne parlaient pas français et ne connaissaient absolument pas la politique. On leur disait juste qu’avec la droite, ce serait mieux au niveau de la sécurité. Cela se passait en face-à-face ou sur WeChat».*

Ces responsables associatifs *«faisaient aussi campagne en dehors de l’association, et même parmi les sans-papiers»*, poursuit Lian, dont *«six ou sept amis»* ont rejoint LR. Parmi eux, dit-il, aucun Français, un seul francophone et un homme sans titre de séjour. Ce dernier n’avait sans doute pas entendu Valérie Pécresse déclarer, en août 2021, [que *«la place d’un clandestin, c’est dans un charter»*.](https://www.liberation.fr/societe/immigration-a-droite-et-a-lextreme-droite-la-meme-obsession-du-charter-20220215_SNTXYX3Z4RCGZDYO23FCQIXVDU/)A chaque rencontre, rapporte Lian, *«les dirigeants leur disaient :*“*Hé, tu as adhéré ?*” *Alors ils l’ont fait.»*Sur leurs propres fonds, assure-t-il. Mais aucun ne s’est passionné pour les affaires de son nouveau parti : *«Ce sont des gens qui s’informent uniquement sur WeChat, avec des informations chinoises. Il ne leur viendrait pas à l’idée d’étudier le programme d’un parti français»,*affirme Lian.

Lui n’a pas souhaité adhérer. *«Il y a deux groupes dans la société, les patrons et les travailleurs,* explique-t-il. *Le chef de l’association qui nous demande d’adhérer à LR, c’est un patron. Il nous demande de voter à droite parce que c’est avantageux pour lui. Mais nous, travailleurs, on devrait regarder notre propre intérêt !»* Le fin mot de l’histoire, il le voit dans les liens entre *«le président de l’association et l’adjointe au maire d’Aubervilliers, Mme Ling Lenzi, qui soutient Valérie Pécresse».*

Il n’est pas seul à le dire. Sous couvert d’anonymat, un parlementaire LR d’Ile-de-France désigne trois artisans de ces opérations au profit de la candidate : *«L’adjoint au maire de Villepinte Ton-Tona Khul et l’adjointe au maire d’Aubervilliers Ling Lenzi, qui ont organisé cette campagne en lien avec le vice-président de la région, Patrick Karam. Ils ont fait un travail de lobbying très efficace auprès de la communauté chinoise.»* Notre élu, qui soutient pourtant Pécresse, avoue sa gêne : *«Ce n’est pas illégal, mais je ne suis pas très à l’aise.* *Certes, on n’est pas obligé d’être français pour adhérer à LR, mais on fait désigner une candidate à la présidentielle par des gens qui ne pourront pas voter à la présidentielle.»*

Arrivée de Chine à l’âge de 24 ans, Ling Lenzi est aujourd’hui chargée de la sécurité dans l’équipe municipale d’Aubervilliers. Elle joue de longue date les entremetteuses entre des politiques et la diaspora chinoise. Contactée par *Libération*, l’élue se flatte d’avoir fait *«doubler»*, à l’automne, le nombre d’adhérents dans sa circonscription, de *«50 ou 60*» à 112 : *«C’était mon rôle naturel, ce sont des électeurs que je connais bien, dont je fréquente les familles depuis longtemps.»* Mais elle conteste en avoir appelé aux associations communautaires, ou défendu en particulier la candidature de Valérie Pécresse – dont elle est pourtant proche depuis plusieurs années. Et elle s’emporte à l’évocation d’adhérents non-francophones et sans connaissances sur leur propre parti : *«Les Chinois s’identifient avant tout à des valeurs plutôt qu’à une personnalité ou programme. Le travail, la sécurité, la famille, ça leur parle, c’est dans leur sang, arrêtez de les prendre pour des moutons sans cerveaux. C’est reprendre la propagande de Zemmour !»*

Ton-Tona Khul, lui, n’a pas donné suite à notre sollicitation. Mais, en décembre, sur les réseaux sociaux puis auprès de *Mediapart*, cet élu d’origine cambodgienne revendiquait l’encartage de 600 nouveaux adhérents, issus de Chine et d’Asie du sud-Est : *«On donne des consignes de vote, on explique, etc. Vous savez, les autres candidats font la même chose, chacun essaie de faire adhérer au maximum ses sympathisants.»*

Ces rodomontades irritent Patrick Karam, joint lundi par *Libération*. *«Ton-Tona Khul n’a mobilisé personne, il veut se faire mousser pour les législatives,*tonne ce vice-président d’Ile-de-France, proche collaborateur de Pécresse et figure influente des réseaux de la «diversité». *En réalité, la communauté asiatique, ça n’existe pas, c’est un fantasme. Il y a les Vietnamiens, les Laotiens, les Cambodgiens, avec chacun leur histoire et leurs idées. Toutes les structures*“*asiatiques*” *sont des coquilles vides. Et les Chinois, parlons-en, ils sont trop peu nombreux pour peser vraiment. Tout ça est marginal…»*En revanche, revendique-t-il, *«sur cette élection, ce qui a fait la différence pour Valérie, ce sont mes réseaux : les ultramarins, les chrétiens d’Orient et leurs soutiens, et eux ont voté pour Valérie, c’est clair. C’est le fruit de quarante ans de travail associatif et antiraciste. Et oui, je peux les mobiliser, c’est pour ça qu’on m’attaque.»*

Durant la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012, l’homme assurait déjà au *Parisien* avoir acheminé *«8 000»*représentants de la diversité au grand meeting de Villepinte, affrétant des bus pour des fidèles musulmans, mais aussi *«pour des Ivoiriens ou des Serbes»*. En 2019, on le trouve à la manœuvre dans l’affaire des «faux militants de Brive». *Mediapart* rapporte alors qu’un meeting corrézien de Valérie Pécresse a été peuplé de membres d’associations communautaires, priés de remplir les chaises contre l’agrément d’un samedi loin de Paris. *«D’abord il n’y avait personne et puis, stupéfait, je vois 500 personnes débarquer du train, principalement des Antillais*, se souvient pour *Libération* un important élu francilien, présent ce jour-là. *Ils ne savaient même pas pourquoi ils étaient venus.»* De la *«propagande honteuse de*Mediapart *en cheville avec La France insoumise»*, s’agace Karam, jugeant l’accusation *«profondément raciste».*Quant à l’entourage de Valérie Pécresse, il n’a pas souhaité faire de commentaire, nous renvoyant vers la direction de LR.

**La bataille des cartes**

Des cartes, des cartes, des cartes : dans la primaire de LR, c’était vraiment le nerf de la guerre. Pour augmenter le nombre de leurs électeurs, les écuries des candidats ont fait feu de tout bois. *«En fait, la primaire, c’était “devine qui vient dîner ce soir*”*,* résume un cadre sudiste. *Le corps électoral n’était pas identifié ni identifiable, parce qu’il était en construction permanente.»* Pour encourager la collecte, on a recouru à des indicateurs chiffrés. Chez Michel Barnier, *«nous avions l’objectif d’augmenter le nombre de cartes de 10 % par semaine et par département»*, indique une députée qui soutenait l’ex-candidat. La même reconnaît toutefois que *«la méthode n’a pas vraiment été suivie*. *On s’y est mis un peu tard, quand on a vu les hausses partout et qu’on s’est dit :*“*Bien sûr, il y a les débats, les meetings…*” *Mais c’est quand même le nombre de cartes qui joue».*

Chez Pécresse, au contraire, *«dès le 25 septembre, la mécanique s’est mise en marche*, rapporte un proche de la candidate. *Comme des VRP, certains avaient des cibles chiffrées, par exemple réaliser cinquante cartes sur telle circonscription. Les objectifs étaient chirurgicaux».* De l’avis général, aucune équipe n’a mieux organisé ses recrutements. *«Au moins, on sait ce qu’on a à faire»*, s’est satisfait son directeur de campagne, l’expérimenté Patrick Stefanini, en apprenant les modalités du scrutin. Sa candidate avait l’avantage de diriger la région la plus peuplée du pays, quadrillée par un réseau de maires amis. En outre, *«Valérie a quelque chose que les autres n’avaient pas : une organisation millimétrée*, témoigne un maire des Yvelines. *Rien n’est laissé au hasard quand elle fait campagne. Et elle a autour d’elle des gens qui sont à la vie, à la mort»*. Plus que partout ailleurs, les nouveaux adhérents vont se multiplier en Ile-de-France.

A la fin de la campagne, la région capitale représente à elle seule un quart du corps électoral, et la fédération parisienne devenait la plus importante de France, dépassant celle des Alpes-Maritimes. Ancien patron du département, Eric Ciotti avait pourtant fait de son mieux. Plus d’un cadre a souri, chez LR, en découvrant qu’on compte à Mandelieu-la-Napoule environ 1 200 adhérents sur 18 900 électeurs inscrits sur les listes de la ville. La moitié d’entre eux a adhéré au mois de mars.

Les autres camps n’étaient pas en reste. Eric (1) est un cadre de la Manufacture, le think tank créé par Xavier Bertrand. Ce sudiste volubile, mal remis de l’échec de son champion, n’a pas compté ses efforts à l’automne. Jusqu’à faire un emprunt personnel de 8 000 euros auprès d’une banque en ligne pour financer des frais de campagne. Sur cette somme, il estime avoir consacré *«autour de 2 000 balles»* à régler les adhésions de certaines connaissances. *«Des amis qui s’en battent les couilles, je leur disais : “Rends-moi service, prends la carte, c’est moi qui paye*”*»*, se souvient-il.

Pour faire des cartes, *«tu commences par le premier cercle, c’est facile,*raconte Eric. *Après, tu es dans le dur, il faut aller chercher des gens que tu connais moins. Les uns s’intéressent, je leur envoie le lien, ils adhèrent. D’autres disent : “Je fais ça pour toi, mais 30 euros c’est cher.” Alors je dis : “Je comprends, ça me fait plaisir, faisons ça ensemble.” Ce n’était pas forcément du numéraire, je pouvais aussi les inviter à manger, leur présenter des gens…»* Au total, Eric estime avoir réalisé environ 240 adhésions, dont une centaine réglées par lui.

Certaines de ses recrues n’étaient *«mêmes pas sensibilisées»*à l’enjeu politique du scrutin. *«Je pense que le taux de renouvellement sera proche de zéro,* admet-il. *En aucun cas ces gens n’étaient motivés»* par l’idée de désigner le candidat de la droite. Eric ne s’en formalise pas : *«Si toutes les semaines, on avait donné 1 000 ou 2 000 euros à des mecs pour qu’ils fassent des cartes, c’est Bertrand qui serait le candidat de la droite. A vouloir convaincre des gens [sur des idées], on se trompe de campagne.»* Pour autant, insiste-t-il, toutes ses recrues étaient consentantes. Pour d’autres, il est parfois difficile d’en attester. Dans une résidence cossue du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine), on sonne chez Yvette et Raymond B. deux nonagénaires fraîchement encartés. Un vieil homme en tenue d’intérieur, qui se déplace péniblement sur sa canne tripode, nous ouvre. Son épouse est alitée. Les Républicains, la présidentielle ? Il peine à saisir nos questions : *«A notre âge, on ne fait plus grand-chose. On oublie tout, on ne se déplace plus. C’est mon fils qui a dû s’en occuper.»*. L’adresse mail qui leur est attribuée, en effet, n’est pas à leur nom.

**Des téléphones prêtés et des adhésions réglées à Mayotte**

A 8 000 kilomètres de là, ce week-end du 19 février, il fait 33°C à Mayotte, dans l’océan Indien. Bidami T. dégouline de chaud dans la moiteur de sa modeste maison de Poroani, sur la côte Sud de l’île. On arrive chez cet agent d’entretien par un chemin bétonné, traversé par un caniveau où s’abreuvent des chèvres et des chiens faméliques. Parce que «*le maire a demandé de l’aide*», Bidami a adhéré le 25 octobre à LR. L’homme assure n’avoir payé aucune cotisation et ne pas avoir indiqué ses coordonnées. Face à son nom, sur la liste d’adhérents que *Libération* a pu consulter, s’inscrivent le mail et le numéro de téléphone d’un certain Omar M. C’est le cas de huit autres habitants de la commune. Contacté, celui-ci assure, lapidaire, être un voisin qui a *«rendu service, parce qu’ils n’ont pas de mail ni d’Internet»*. Pourtant, Bidami T. possède un ordinateur et un portable.

Les 2 et 4 décembre, avec la limitation des coordonnées à quatre occurrences, notre adhérent a-t-il pu voter ? Il est incapable de le dire, n’ayant pas participé lui-même au scrutin. Quelqu’un l’a-t-il fait pour lui ? On ne tirera rien de plus de Bidami T., perdu, qui cite comme candidats à la primaire de droite *«le PS, la fille Le Pen et Dominique Voynet»*: l’ancienne ministre écolo a dirigé l’Agence régionale de santé de Mayotte.

L’ancienne secrétaire de la section LR de Chirongui, Nadhira Saindou, a elle aussi apposé son mail une dizaine de fois. Elle raconte : *«S’ils n’avaient pas de carte bleue, je payais avec la mienne, ceux qui pouvaient me remboursaient en liquide.»* Comment les militants sans le sou, nombreux dans ce département où 77 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, finançaient-ils leur adhésion de 30 euros ? *«Pour payer à leur place, des élus, mais aussi des chefs d’entreprise, m’ont donné jusqu’à 1 000 euros»,*révèle-t-elle, sans citer de noms.

Adjoint au maire de la commune de Chirongui, Ali Halifa a lui aussi prêté son mail et son numéro de téléphone à une dizaine d’adhérents. Et même son adresse postale, pour une demi-douzaine d’entre eux. *«C’est Mayotte, on s’entraide…»* évacue l’élu, qui promet que les habitants sont venus à lui *«volontairement»*et ont eux-mêmes réglé leurs cotisations. De là à secourir son propre maire… Car le premier magistrat de Chirongui, Andhanouni Saïd, est aussi associé au courriel de son adjoint. Contacté, l’édile n’a pas donné suite à nos questions.

Une autre adresse, sur un boulevard, revient à plusieurs reprises. Une demi-douzaine de militants y habiteraient. En fait, c’est une épicerie sombre et encombrée, qui appartient à l’épouse de Moura M. Ce dernier, chauffeur de bus scolaire, ne comprend pas pourquoi sa maison apparaît si souvent. *«Le maire m’a dit que c’était bien pour la commune. Si le parti me dit de voter, je suis obligé»,* confie-t-il.

Les sollicitations sont aussi familiales. A Chirongui, beaucoup ont adhéré sans rien comprendre aux primaires. Rabia F., 72 ans, discute sur le perron de sa maison avec un ami en djellaba blanche ; du linge sèche sur un tas de moellons. Son fils, conseiller municipal, l’a inscrite et a payé pour elle. *«Je lui fais confiance»,*justifie cette mère de neuf enfants en shimaoré, la langue locale. Qui étaient les candidats à la primaire, qui l’a emporté ? Elle n’en sait rien. Dans le quartier de Tsimkoura, un méli-mélo de maisons enchevêtrées les unes sur les autres, Zahiati B. avoue la même ignorance. Pourtant, elle vient d’adhérer au parti. *«C’est à cause de mon mari»,*s’excuse-t-elle en se couvrant de son châle coloré. Si son époux, hilare, exhibe une affiche de la candidate, Zahiati B. ne se souvient même pas du nom de Valérie Pécresse. A Mamoudzou, chef-lieu du département, Rahm S., lui, ne sourit pas. Depuis sa baraque en tôle, il se montre désabusé : *«Je ne suis pas intéressé par LR, c’est ma mère qui m’a inscrit ! Moi, j’écoute Mélenchon.»* Deux rues plus bas, sa mère confirme : *«J’ai les moyens de payer, alors j’aide mes fils mais aussi les gens. L’adhésion est déductible des impôts»,*calcule la standardiste à la retraite.

Lorsqu’on compose un certain numéro de portable, attribué à pas moins de dix adhérents différents, c’est Mohamed Moindjié qui décroche. *«Oui, c’est moi le responsable des Républicains !»* lance-t-il d’une voix enjouée. Cet adjoint au maire de Mamoudzou, plutôt *«content*» du résultat de la primaire, a par ailleurs inscrit 25 locaux avec son adresse mail. *«Ce sont des gens qui ne savent pas manipuler un ordinateur, qu’on a dépannés.»* Idem pour la cotisation ? *«Ah ça non, les gens ont payé. Quand on aime la politique, on ne compte pas»,* élude-t-il.

La campagne de recrutement a porté ses fruits, même si à Mayotte, le taux de participation à la primaire, 21%, a été parmi les plus bas de France. «*On comptait environ 400 membres, on est passé à plus de 700 adhérents»,*se félicite Abdoul Doukaini, porte-parole de LR à Mayotte, selon qui Valérie Pécresse est arrivée «*largement en tête»*dans l’archipel, affirmation invérifiable. Quoi qu’il en soit, notre homme nie toute intention de triche. «*Ici, beaucoup ne savent pas se servir d’Internet, on devait les aider»,*plaide-t-il. Le mot de passe pour voter a été envoyé par courrier postal ; mais s’il n’arrivait pas à temps, une procédure d’urgence était possible. «*J’avais accès à la plateforme pour récupérer code et identifiant»,*confie l’homme. Bien sûr, affirme-t-il, il n’a pas voté à la place des militants et leur a remis les précieuses informations.

Au siège parisien de LR, toutefois, les combines mahoraises ne sont pas passées inaperçues. Selon Doukaini, *«Paris a supprimé une centaine de nos fiches, à cause des coordonnées identiques».* A *Libération*, le parti assure que la plupart de nos témoins avaient été rayés des listes avant le vote, sans préciser lesquels. Il est vrai que certains font vraiment de curieux militants. A Mamoudzou, Ahmed Y., en train de jouer aux dominos avec des amis, a voté à la primaire. Mais sur la façade de sa maison, il a placardé une grande affiche de Marine Le Pen.

**Bertrand et Barnier ont-ils été lésés ?**

De ce tableau, certains dirigeants de LR tirent de sévères conclusions. *«La présence de Valérie Pécresse au second tour est usurpée*, déclare un excellent connaisseur de l’appareil. *Il y a des gens au service adhésion de LR qui ont vu les compteurs s’affoler. Les statistiques ethniques sont interdites, mais quand vous voyez des Chinois et des Sri-Lankais adhérer par paquets de dix, de cent…»* Pour un maire d’Ile-de-France, Pécresse *«a réalisé le casse du siècle, et Bertrand s’est fait avoir comme un bleu, comme il n’aurait jamais imaginé se faire avoir».*

Au juste, impossible d’affirmer que la présidente d’Ile-de-France n’aurait pas remporté la primaire dans d’autres conditions. Reste une certitude largement partagée : la bonne organisation des adhésions a primé sur tout argument de fond. *«Le jour où LR a amorcé la primaire, on s’est dit : “Le vainqueur ne sera pas le meilleur, mais celui qui aura fait le plus de cartes*”*,*rapporte un ex-LR, bon connaisseur de l’appareil. *Je ne dis pas que les idées comptaient pour rien. Mais avec des écarts aussi serrés, c’est celui qui fait trente cartes par département qui gagne.»*A Xavier Bertrand, qui a beaucoup hésité à rejoindre la compétition, un autre assure avoir déclaré : *«Tu peux te balader avec une plume dans le cul place de la Concorde, faire tous les débats de la terre, celui qui va gagner, c’est celui qui a la plus grande, celui qui fait le plus de cartes.»*

Que savait exactement LR de ces pratiques ? Parmi les grands élus du parti, elles sont parfois connues, souvent soupçonnées. Elles font l’objet de plaisanteries, de conjectures, parfois d’une amertume plus ou moins contenue. Le plus souvent, elles sont vues comme un aspect certes critiquable, mais intrinsèque du jeu politique. *«Il faut comprendre comment fonctionne un parti,*nous instruisait dès l’automne une figure de LR. *Une fédé, on la gagne en faisant des cartes, des cartes, des cartes. Là, Valérie est en train de faire encarter tout le monde.»*

En privé, il est parfois arrivé à Michel Barnier d’évoquer en soupirant *«les cartes de Valérie»*. Le troisième homme de la primaire n’en a pas tiré le motif d’un recours. Le soir de sa défaite, l’idée est bien lancée par l’un de ses soutiens, à son QG de campagne dans le quartier de l’Elysée : ne faudrait-il pas y regarder de plus près ? Le candidat l’écarte aussitôt, nous assurent plusieurs de ses proches. Cinq ans après la catastrophe Fillon, personne ne veut déclencher le conflit de trop. *«Les 1 200 voix d’écart, c’était un écart significatif*, nous explique-t-on. *On n’avait pas d’éléments objectifs pour faire un recours. Et on ne voulait pas faire exploser la droite.»* Pour un autre, la primaire *«est un match dont tout le monde avait accepté les règles. Ce qui a été fait, tout le monde aurait pu le faire. Ils ont tous participé à des dizaines d’heures de réunion sur comment sécuriser le truc».*

C’est aussi ce qu’avance un ancien soutien de Xavier Bertrand pour justifier de n’avoir pas demandé les registres du vote : *«On avait peu de temps et, au-delà, c’est un peu compliqué. Parce que si on trouve des trucs bizarres – et on va forcément en trouver, comme dans toutes les élections – on jette la suspicion sur le processus et on affaiblit notre camp. Je pense qu’on avait tous intériorisé ça.»* Bertrand *«ne pouvait pas dire autre chose qu’amen, sinon on partait dans un bordel sans nom»,*résume un proche. Les procédés que nous révélons y conduiront-ils alors que la campagne Pécresse traverse une période de turbulences ? En cas de défaite, certains imaginent en tout cas la fin du film : un parti trahi par ses élus, déserté par ses militants, qui soudain s’écroule, comme un château de cartes.

(1) Le prénom a été modifié.